

# Bulletin d'information

Numéro 17  
Juin 2011

Renforcer la dimension régionale de l'assistance technique





L'année 2010 a marqué le dixième anniversaire du lancement des négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement (PDD), qui ont contribué à placer le développement au cœur du programme de travail de l'OMC. La dimension développement du PDD a permis de créer des synergies avec de nombreuses autres initiatives dans ce domaine. Maintenant que le développement est au cœur des négociations dans le cadre du PDD et du programme de travail global de l'OMC, l'assistance technique et la formation revêtent une dimension toute nouvelle. Désormais, les pays en développement perçoivent ces négociations comme un moyen d'obtenir les résultats qui induiront, à terme, l'émergence d'un régime commercial international plus équitable, propice à leur développement. L'Afrique est l'une des régions en développement qui cherchent à récolter des avantages de ce cycle du développement. C'est dans cette optique de développement que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), vouée au développement économique et social de l'Afrique, fait converger son action avec celle de l'OMC. Dans la quête de cet objectif commun, la CEA et l'OMC ont renforcé leur collaboration en matière d'assistance technique liée au commerce (ATLC), afin d'intégrer

davantage les pays africains dans le système commercial multilatéral et de favoriser ainsi leur développement économique et social progressif.

Le point culminant de la collaboration entre l'OMC et la CEA est la signature d'un mémorandum d'accord entre les deux institutions. Signé en mars 2010 au Siège de la CEA à Addis-Abeba (Éthiopie), ce mémorandum d'accord est le témoignage de ce puissant esprit de collaboration. Comme il a été indiqué durant la cérémonie de signature, que j'ai présidée en compagnie de Mme Valentine Rugwabiza, Directrice générale adjointe de l'OMC, le mémorandum d'accord ne marquait pas le début d'une collaboration, mais le renforcement d'une collaboration qui existait depuis les premiers jours de l'OMC. Il met l'accent sur la collaboration dans la conduite effective d'activités au profit des pays africains, car l'OMC organisera des activités en collaboration avec la CEA, tant sur le plan du contenu que sur celui de la logistique. Il préconise aussi une collaboration dans le

cadre de projets de recherche au profit des pays africains. Par ailleurs, la CEA se félicite du fait que l'OMC accorde la priorité à l'Afrique dans ses plans biennaux d'assistance technique. Je ne peux qu'espérer que cette tendance sera maintenue à l'avenir.

L'OMC et la CEA collaborent aussi beaucoup dans le domaine de l'Aide pour le commerce au profit de la région Afrique. La CEA a pris une part active à tous les examens régionaux de l'Aide pour le commerce qui ont eu lieu sur le continent africain. À cet égard, elle attend avec intérêt le prochain examen global de l'Aide pour le commerce, prévu pour juillet 2011.

À présent que nous avons entamé une nouvelle décennie de ce siècle, la CEA se félicite à l'avance de poursuivre sa collaboration avec l'OMC visant à atteindre notre objectif commun: intégrer un nombre croissant de pays dans le système commercial multilatéral. Il s'agit là d'une contribution aux autres initiatives actuellement prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), définis par l'ONU. Avec l'engagement personnel du Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, nous sommes déterminés à mettre nos forces collectives à contribution pour soutenir les efforts de l'Afrique dans cette perspective.

Abdoulie Janneh  
Secrétaire exécutif  
Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

### ITTC Newsletter online

[http://www.wto.org/english/tratop\\_e/devel\\_e/teccop\\_e/ittc\\_newsletter\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/teccop_e/ittc_newsletter_e.pdf)

[http://www.wto.org/french/tratop\\_f/devel\\_f/teccop\\_f/ittc\\_newsletter\\_f.pdf](http://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/teccop_f/ittc_newsletter_f.pdf)

[http://www.wto.org/spanish/tratop\\_s/devel\\_s/teccop\\_s/ittc\\_newsletter\\_s.pdf](http://www.wto.org/spanish/tratop_s/devel_s/teccop_s/ittc_newsletter_s.pdf)

## Partenariats productifs dans la planification et la fourniture de l'assistance technique de l'OMC

Du fait des accords de grande portée qui ont été conclus durant le Cycle d'Uruguay et des nombreuses questions qui font actuellement l'objet de négociations dans le cadre du PDD, les demandes d'assistance technique émanant des pays en développement ont nettement augmenté. En 2010, l'OMC a mis en œuvre près de 450 activités au profit des pays en développement. Compte tenu de ses ressources limitées et de la nécessité de tenir pleinement compte de la dimension régionale dans les programmes d'assistance technique, elle a renforcé ses relations de travail avec un certain nombre d'institutions clés dans toutes les régions géographiques du monde en développement. En Afrique, elle entretient une collaboration étroite avec la CEA, la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Union africaine (UA). Elle a aussi renforcé sa collaboration avec l'ensemble des communautés économiques régionales, y compris le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Dans les pays arabes et du Moyen-Orient, elle collabore étroitement avec la Banque islamique de développement (BIsD), le Fonds monétaire arabe (FMA) et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO-ONU). En Asie et dans le Pacifique, elle a renforcé

ses relations avec la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP-ONU) et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique. En Europe centrale et orientale, en Asie centrale et dans le Caucase, elle a rehaussé sa collaboration avec l'Institut multilatéral de Vienne (IMV), tandis qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, elle a renforcé encore davantage ses relations avec l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL), l'Association latino-américaine pour l'intégration (ALADI), l'Organisation des États américains (OEA), le Pacte andin, le Secrétariat d'intégration économique d'Amérique centrale (SIECA), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

Dans certaines régions, presque toutes les activités régionales sont organisées de concert avec nos partenaires. Les synergies découlant de cette collaboration renforcée engendrent des avantages énormes pour les pays bénéficiaires, car les participants peuvent avoir une vue holistique des questions à l'étude, ce qui leur permet de donner des avis ciblés et de faire ainsi avancer les intérêts de leur pays dans le système commercial multilatéral. Alors que les personnes-ressources de l'OMC se concentrent sur les Accords de l'Organisation et sur les négociations de Doha, les personnes-ressources des institutions partenaires se concentrent sur les évolutions

socioéconomiques de la région concernée, de même que sur les politiques nationales et régionales qui ont été adoptées pour accroître la participation des pays bénéficiaires au système commercial multilatéral. Au besoin, elles dispensent aussi des avis sur les politiques. Le renforcement de la coopération avec les partenaires régionaux s'avère également bénéfique sur le plan financier, car plusieurs de nos partenaires apportent une contribution financière et s'occupent des questions logistiques, ce qui allège la charge incombant à l'OMC et permet à ses personnes-ressources de se concentrer davantage sur les questions de fond dans le cadre des activités de formation.

En vue de créer un savoir institutionnel durable sur les questions de politique commerciale dans les pays en développement, l'OMC collabore aussi avec un certain nombre d'établissements universitaires dans ces pays. Son assistance dans ce domaine revêt les formes suivantes: conseils sur les programmes d'études en commerce international, enseignement de modules précis dans le cadre de ces programmes d'études, participation à des conférences et colloques sur le commerce international organisés par des établissements universitaires. On espère qu'à moyen et long termes, la collaboration avec les établissements universitaires dotera le monde en développement d'un bassin de formateurs compétents, aptes à conseiller judicieusement leurs gouvernements, les communautés économiques régionales et d'autres

parties prenantes sur les questions liées au commerce. Le programme phare de l'OMC dans le cadre de sa collaboration avec les établissements universitaires est le cours régional de politique commerciale, qui est organisé de concert avec un partenaire universitaire choisi. Sur les 14 chaires du Programme de chaires de l'OMC, 13 ont été attribuées à des universités de pays en développement. Il s'agit des universités suivantes: Faculté latino-américaine de sciences

sociales (FLACSO), Argentine; Shanghai Institute of Foreign Trade (SIFT), Chine; Universidad de Chile, Chili; Universitas Gadjah Mada (UGM), Indonésie; University of the West Indies, Jamaïque; University of Jordan, Jordanie; University of Nairobi, Kenya; University of Mauritius, Maurice; Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM), Mexique; Université Mohammed V-Souissi, Maroc; University of Namibia (UNAM), Namibie; Université Cheikh Anta

Diop, Sénégal et Université nationale du Viet Nam, Viet Nam.

L'OMC est résolue à renforcer davantage ses relations avec les institutions régionales et les universités des pays en développement, car l'union des forces permet de fournir une assistance ciblée à ces pays et de faciliter pour eux une participation plus large au système commercial multilatéral.

### «Le partenariat entre la Banque africaine de développement et l'OMC est essentiel pour faciliter l'intégration des pays africains dans le système commercial multilatéral» – M. Donald Kaberuka – Président de la Banque africaine de développement



La Banque africaine de développement (BAfD) est résolue à faciliter une plus large participation des pays africains au système commercial multilatéral, compte tenu du rôle que le commerce pourrait jouer dans la réduction de la pauvreté et dans la création des bases nécessaires pour une croissance et un développement durables. Le commerce intra-africain représente moins de 10 pour cent des échanges du continent, et la part de l'Afrique dans le commerce mondial s'établit à 3 pour cent; face à ce constat, la BAfD a collaboré et collabore activement

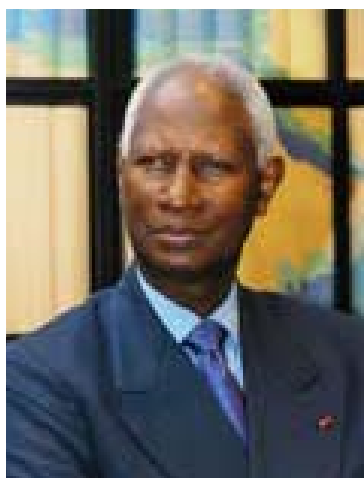
avec l'OMC dans le but de renforcer les capacités des pays africains en matière de politique commerciale et aussi pour s'attaquer aux contraintes d'offre qui empêchent l'Afrique de tirer parti des possibilités d'accès aux marchés dans le cadre des accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

Depuis 2002, la BAfD organise avec l'OMC et la CEA un cours biennal de politique commerciale destiné à l'ensemble des pays africains. Les participants bénéficient non seulement d'une mise à jour sur les négociations dans le cadre du PDD, mais aussi de séances d'information sur les évolutions socioéconomiques en Afrique. Les personnes-ressources des trois institutions centrent leurs interventions sur leurs domaines de compétences respectifs, ce qui donne aux participants une vue holistique des faits nouveaux concernant le système commercial multilatéral et l'économie mondiale et de l'impact de ces faits nouveaux sur les pays

africains. Les participants ont aussi la possibilité d'échanger des vues sur les bonnes pratiques et de renforcer leurs relations professionnelles. La BAfD, qui est l'un des principaux prêteurs des pays africains, collabore également avec l'OMC et d'autres institutions dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce.

La BAfD perçoit son partenariat avec l'OMC comme un élément essentiel pour créer dans les pays africains un savoir institutionnel durable sur les questions de politique commerciale; elle s'emploiera à renforcer davantage cette relation productive.

## Collaboration entre l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et l'Organisation mondiale du commerce



Parmi les quatre missions qu'elle s'est données, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) attache une importance spécifique au développement des capacités nationales des pays francophones à négocier et à tirer meilleur parti des accords commerciaux multilatéraux, bilatéraux et régionaux. Depuis 2003, l'OIF coopère étroitement avec l'OMC afin d'identifier les besoins des pays Membres francophones dans les domaines aussi variés que la formation des cadres des secteurs publics et privés sur les

accords commerciaux multilatéraux; la formation et la mise à niveau des formateurs - professeurs d'universités; le soutien à l'organisation et l'intégration des cursus sur les négociations commerciales dans les curricula des centres de formations partenaires identifiés; l'établissement des centres de références dans les pays et institutions sous régionales francophones et le renforcement de capacités des parlementaires francophones sur les questions du système commercial multilatéral (SCM).

Ce partenariat est exemplaire. Basé sur l'analyse des besoins, le partage de coûts, la mise à disposition d'experts et l'échange d'information, il a permis d'atteindre des objectifs appréciables: le renforcement des liens interinstitutionnels entre l'OIF et l'OMC; l'élargissement des relations à d'autres acteurs de la Francophonie tels que l'Agence universitaire de la Francophonie et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie; l'amélioration du contenu des

programmes de formation offerts et enfin la diversification des bénéficiaires (parlementaires, communauté académique et jeunes chercheurs, opérateurs économiques, société civile et Organisations non gouvernementales). Des milliers de cadres de pays francophones ont ainsi été formés à travers le monde.

Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour saluer une fois encore Monsieur Pascal LAMY, le Directeur général de l'OMC pour son dynamisme et sa rigueur. Son engagement et sa disponibilité ont permis à nos deux Institutions d'aider nos pays Membres francophones à mieux s'intégrer dans le SCM et à faire en sorte que le commerce international contribue à la réduction de la pauvreté de leur population et soit un vecteur majeur de leur développement.

Abdou DIOUF  
Secrétaire général de la  
Francophonie

## Partenariat avec des universités d'Afrique dans la planification et la fourniture de l'assistance technique

Le commerce mondial a connu une croissance exponentielle durant les cinq dernières décennies, mais l'Afrique est le seul continent qui n'a pas véritablement tiré parti de cette expansion commerciale. Des signes encourageants de croissance sont toutefois apparus ces dernières années; ils résultent, en partie, de la hausse des prix des produits de

base et des politiques économiques judicieuses appliquées par bon nombre de pays africains. La faible participation des pays d'Afrique au système commercial multilatéral est une source de préoccupation pour l'OMC qui, en guise de réaction, leur a accordé la priorité dans ses programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités. En

2010, les pays africains ont bénéficié de 40 pour cent et 32 pour cent des activités d'assistance technique de l'OMC au niveau national et régional respectivement. Compte tenu des nombreuses demandes d'assistance technique émanant des pays africains et de la nécessité d'intégrer pleinement la dimension régionale, l'OMC a noué un certain nombre de

partenariats avec des organisations internationales implantées en Afrique, dont la CEA, avec laquelle elle a conclu un mémorandum d'accord, et la Banque africaine de développement (BAfD). Les trois institutions tiennent une activité biennale d'une durée de deux semaines qui s'adresse à l'ensemble des pays africains et qui sert de cadre à un examen des évolutions socioéconomiques du continent ainsi que des faits nouveaux concernant les négociations de Doha. Cet atelier offre aussi aux participants l'occasion d'un échange de vues et de données d'expérience sur les bonnes pratiques en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques commerciales.

En outre, l'OMC a renforcé ses relations avec des institutions sous-régionales dont la SADC, le COMESA, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la CEDEAO, l'UEMOA et la CEMAC. Elle a aussi conclu des arrangements mutuellement avantageux avec un certain nombre d'institutions, en particulier l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qui est très active en Afrique francophone. Les activités menées de concert avec des partenaires de la coopération régionale présentent l'avantage de permettre les contributions complémentaires de personnes-ressources spécialisées dans des questions commerciales

particulières et issues des Secrétariats des partenaires de coopération concernés. De telles synergies sont utiles pour créer un bassin de formateurs potentiels dans chaque sous-région, ce qui pourrait progressivement réduire la charge qui incombe au Secrétariat de l'OMC du fait de l'augmentation constante des demandes d'assistance technique. En outre, les partenaires régionaux contribuent de plus en plus aux arrangements logistiques, ce qui permet à l'OMC de se concentrer davantage sur le contenu des programmes de formation et de réaliser des économies.

### «Le partenariat du Secrétariat du COMESA avec l'OMC est très fructueux» – Sindiso Ngwenya, Secrétaire général



Le Secrétariat de l'OMC et le Secrétariat du COMESA ont entretenu au fil des ans d'étroites relations de travail. En 2008, le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a eu une rencontre à Genève avec le Secrétaire général du COMESA, M. Sindiso Ngwenya, et ils sont convenus de renforcer davantage les relations entre les deux

institutions dans la planification et la fourniture de l'assistance technique destinée aux États membres du COMESA. Depuis lors, les chefs des deux institutions ont assisté à des réunions organisées par chacune d'elles. Par exemple, le Directeur général de l'OMC a assisté au Sommet des chefs d'État du COMESA qui s'est tenu au Swaziland les 30 août et 1er septembre 2010. Le Secrétariat de l'OMC a établi un centre de référence au Siège du COMESA à Lusaka (Zambie) et a dispensé une formation à des fonctionnaires du COMESA sur les Accords de l'OMC et les négociations de Doha, de même que sur l'analyse tarifaire. Le Secrétariat de l'OMC espère bien pouvoir, grâce à ces activités, renforcer la capacité

des fonctionnaires du COMESA à dispenser des cours sur l'OMC et sur le système commercial multilatéral, ce qui contribuera à créer un savoir institutionnel sur les questions de politique commerciale dans les États membres du COMESA.

Les deux Secrétariats ont aussi organisé un certain nombre d'activités de formation communes à l'intention des hauts fonctionnaires chargés du commerce dans les États membres du COMESA. En 2009 et 2010, des réunions de haut niveau ont eu lieu à Victoria Falls (Zimbabwe) et à Victoria (Seychelles), respectivement. Ces réunions ont eu pour thèmes centraux les règles de l'OMC concernant les accords

commerciaux régionaux, l'accord portant création de l'union douanière du COMESA et aussi les faits nouveaux dans le cadre des négociations de Doha. Le Secrétariat de l'OMC et le Secrétariat du COMESA ont élaboré le programme des réunions en s'assurant que la dimension régionale était pleinement prise en

compte. Les personnes-ressources des deux institutions ont centré leurs interventions sur les questions relevant de leurs compétences. Le partenariat naissant entre les deux institutions a produit de plus grandes synergies tout en évitant le dédoublement des attributions, ce qui s'est avéré extrêmement

bénéfique pour les États membres du COMESA. Les deux institutions sont déterminées à intensifier leur collaboration pour pouvoir s'attaquer efficacement aux contraintes de capacité des États membres du COMESA et pour faciliter la pleine intégration de ces États dans le système commercial multilatéral.

### Message de la Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP-ONU)



La CESAP-ONU a consacré une fraction importante de ses ressources à l'élaboration d'un vaste programme qui vise à renforcer les capacités de ses membres et membres associés en vue de la formulation de politiques commerciales fondées sur des données probantes, ce qui inclut la négociation, la conclusion et la mise en œuvre efficaces d'accords commerciaux à différents niveaux. L'OMC et son Institut de formation et de coopération technique (IFCT)

sont des partenaires de la Division du commerce et de l'investissement de la CESAP-ONU depuis la phase initiale de ce programme en 1999. Depuis lors, près de 3 000 fonctionnaires et décideurs ont reçu une formation sur l'ensemble des questions liées au commerce, aux politiques commerciales et aux accords ayant un lien avec l'OMC. Comme une attention particulière a été accordée à la participation des femmes et des jeunes, les activités du programme contribuent à combler le déficit de représentation des femmes parmi les décideurs et à mieux faire comprendre les enjeux d'une croissance tirée par le commerce et dont personne n'est exclu. De plus, le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation (ARTNeT) a bénéficié d'un appui sur le plan financier et sous la forme de contributions de fond assurées par des fonctionnaires de l'OMC, l'objectif étant de développer

les capacités de recherche en matière de commerce parmi les analystes et chercheurs débutants de la région. La collaboration ancienne entre l'OMC et le Secrétariat de la CESAP-ONU permet aux membres de la région de bénéficier du système commercial multilatéral. Nous nous félicitons à l'avance d'étendre cette collaboration en privilégiant davantage les besoins des pays qui n'ont pas encore accédé à l'OMC et des pays qui ont eu de la difficulté à remplir leurs engagements internationaux en matière de commerce.

Heyzer Under-Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la CESAP-ONU

### Message de S.E. le Président du Groupe de la Banque islamique de développement

Le Groupe de la Banque islamique de développement (BIsD), qui est une banque multilatérale de développement (BMD), a toujours fait de la promotion du commerce l'un de ses axes d'intervention stratégiques

pour la réalisation de ses objectifs de développement. Créée en 1975, la Banque a été la première BMD à mener des opérations de financement des échanges au profit de ses pays membres; le montant cumulé de ces

opérations dépasse en 2011 les 40 milliards de dollars EU. Cela témoigne clairement de l'engagement de la Banque à promouvoir le commerce dans ses pays membres. En outre, la Banque a inclus la promotion des





échanges, la facilitation des échanges et le renforcement des capacités parmi les volets importants des activités de renforcement commercial qu'elle mène dans ses pays membres.

Dans ce contexte, la Banque islamique de développement collabore avec l'OMC depuis la création de l'Organisation en 1995. Elle a lancé depuis 1997 un programme d'assistance technique et de renforcement des capacités en rapport avec l'OMC, qui vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles de ses pays membres

au regard des questions liées à l'OMC. Ce programme comprend l'organisation de cours de politique commerciale d'une durée de trois semaines, de séminaires, d'ateliers et de réunions consultatives, pour répondre aux différents besoins des pays membres. L'OMC est l'un des principaux partenaires intervenant dans sa mise en œuvre.

En vue de renforcer et d'institutionnaliser davantage leur coopération, les deux institutions ont également signé un mémorandum d'accord en 2003. Elles ont entretenu une excellente collaboration dans le renforcement des capacités humaines et institutionnelles des pays membres de la BIsD au regard des questions commerciales liées à l'OMC, en organisant conjointement, au fil du temps, 24 cours de politique commerciale de courte durée ainsi que divers séminaires et ateliers sur différentes questions en rapport avec l'OMC.

De plus, le Groupe de la BIsD collabore activement avec l'OMC dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce depuis le lancement de cette initiative lors de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Le Groupe a également participé aux deux premiers examens globaux de l'Aide pour le commerce organisés par l'OMC et compte bien participer activement au troisième examen global, qui aura lieu bientôt. En outre, l'ITFC, composante commerciale du Groupe de la BIsD, est membre actif du Groupe d'experts de l'OMC sur le financement du commerce.

Le Groupe de la BIsD est déterminé à poursuivre et à renforcer davantage son excellente collaboration avec l'OMC pour répondre aux besoins croissants de ses pays membres au regard des questions liées au commerce et pour les aider ainsi à jouer un rôle effectif dans le système multilatéral.

## Collaboration avec le Fonds monétaire arabe



En mai 2002, le Secrétariat de l'OMC et le Fonds monétaire arabe (FMA) ont signé un mémorandum d'accord concernant le programme

d'assistance technique conjoint destiné aux pays arabes. L'objectif principal du mémorandum est la coopération en matière de formation et de renforcement des capacités au profit de nos pays membres. En mai 2011, les deux organisations avaient réalisé de nombreuses activités dont neuf séminaires et sept ateliers. Ces activités ont porté sur divers thèmes tels que les négociations commerciales, le commerce des services et le PDD.

La sincérité et le dévouement des fonctionnaires de l'OMC chargés

de la conduite de ces séminaires ont contribué à leur succès. Dans le prolongement de cette coopération fructueuse et réussie, nous comptons bien maintenir nos excellentes relations avec l'OMC durant les années à venir, pour le bénéfice des pays arabes membres.

Jassim Al-Mannai  
Directeur général et Président du  
Conseil d'administration  
Fonds monétaire arabe

## Partenariat avec des institutions régionales d'Amérique latine et des Caraïbes

Le Bureau Amérique latine et Caraïbes s'est employé à renforcer la coopération de l'OMC avec les institutions et partenaires régionaux de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les résultats sont tout à fait probants. Premièrement, ce renforcement a permis de réaliser des économies, ce qui n'est guère négligeable au moment où de nombreux Membres de l'OMC, en particulier des donateurs, sont engagés dans une consolidation budgétaire. Deuxièmement, il nous a permis de mieux nous concentrer sur les besoins régionaux, car nos partenaires régionaux ont une meilleure compréhension des défis et des possibilités qui existent au niveau des régions. Troisièmement, il a permis à nos partenaires régionaux d'avoir une meilleure perception des enjeux multilatéraux et de la nécessité de lutter pour la cohérence des politiques économiques à l'échelle mondiale.

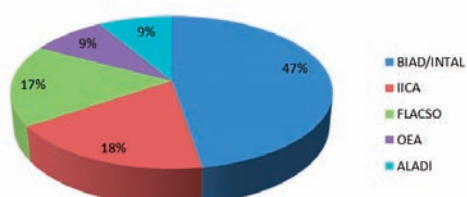
Parmi nos partenaires de la région, il convient de signaler en particulier la Banque interaméricaine de développement (BIAD), avec laquelle nous entretenons une relation

de coopération bien établie par l'entremise de son Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL). L'OMC a aussi remporté des succès inestimables dans de nombreuses activités grâce aux synergies qu'elle a forgées avec d'autres organisations partenaires régionales, notamment l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), l'Organisation des États américains (OEA), le Secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD), la Communauté andine des nations (CAN), l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO), le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) et la CEPALC. Grâce à ces partenariats et au renforcement de la coordination interne, nous avons pu minimiser les contraintes imposées par les activités concurrentes des fonctionnaires du Bureau.

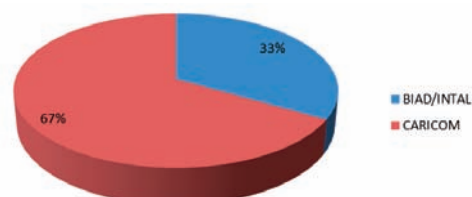
Nous avons également bénéficié de partenariats avec des universités de la région. En 2010, la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO-Argentine), qui est membre de notre «programme de chaires»<sup>1</sup>, a organisé pour nous deux séminaires régionaux. L'un de ces séminaires portait sur les marchés publics et le second sur le commerce des ressources naturelles (thème du Rapport sur le commerce mondial 2010 de l'OMC). Ce second «séminaire» était en fait un «dialogue sur les politiques», qui a réuni des fonctionnaires et des universitaires de toute l'Amérique latine; nous avons l'intention de recourir à cette formule dans les cas où les gouvernements sont confrontés à des choix de politique qui ne relèvent pas d'un seul Accord de l'OMC.

<sup>1</sup> Ce programme vise à soutenir les établissements universitaires de pays en développement – et les professeurs qui y sont rattachés – dans leurs activités de préparation de cours, d'enseignement, de recherche et de liaison.

Partenariats 2010: Amérique latine



Partenariats 2010: Caraïbes



## Partenariat entre l'OMC (IFCT) et la Faculté latino-américaine de sciences sociales - (FLACSO) - Argentine



M. Miguel F. Lengyel et M. A. Jara, Directeur général adjoint de l'OMC

La FLACSO-Argentine est un établissement d'études supérieures qui a joué un rôle de pionnier en faisant des enjeux du commerce international un volet majeur de ses programmes d'enseignement et de recherche. Les chercheurs et professeurs de la FLACSO consacrent donc de nombreuses publications au GATT/OMC (ce qui inclut des publications de l'OMC) et participent à des séminaires de l'Organisation. De même, des fonctionnaires de l'OMC participent à de nombreuses réunions de la FLACSO. C'est dans ce contexte qu'un partenariat plus formel et plus continu a été forgé en 2010 avec la création de la chaire FLACSO de l'OMC, une initiative de l'OMC qui vise à soutenir les établissements universitaires de pays en développement – et les universitaires qui y sont rattachés – dans leurs activités de préparation de cours, d'enseignement, de recherche et de liaison en rapport

avec le commerce international et le système commercial multilatéral. Dans ce sens, nous nous employons à opérationnaliser l'idée selon laquelle il est avantageux de combler le fossé entre les universitaires et les instances internationales d'élaboration des politiques. À n'en pas douter, cela constitue un défi tant pour l'OMC que pour la FLACSO.

À ce titre, le partenariat FLACSO-IFCT dans l'organisation de deux cours a été une expérience très positive qui pourrait servir de plate-forme pour repenser et affiner les activités de formation futures. Par exemple, l'un des cours avait été conçu pour prendre appui sur l'édition 2010 du Rapport sur le commerce mondial de l'OMC, consacrée au commerce des ressources naturelles. Élaborées dans une perspective régionale, toutes les questions incluses dans le programme ont été abordées sous l'angle de différentes disciplines (économie, droit et relations internationales principalement). En outre, les questions plus théoriques ont été présentées par des universitaires dans le cadre de sessions du type «salle de classe», tandis que les questions relatives aux négociations ou aux politiques publiques ont été présentées par des fonctionnaires dans le cadre de

sessions du type «table ronde». Des fonctionnaires de l'OMC ont participé à toutes les sessions et commenté les exposés.

Résultats dignes de mention: les participants (fonctionnaires) ont reconnu les avantages de l'approche théorique-pratique, du programme ancré dans les réalités locales et du caractère interactif du processus, dans le cadre duquel le programme a été élaboré selon une approche ascendante. Ce processus a permis du même coup à l'équipe de l'OMC de mieux appréhender les enjeux régionaux et à l'équipe de la FLACSO d'élargir sa compréhension des enjeux multilatéraux.

La coordination de la chaire FLACSO-OMC est assurée par Valentina Delich.

Pour de plus amples renseignements: [catedraomc@flacso.org.ar](mailto:catedraomc@flacso.org.ar)

Miguel F. Lengyel  
Directeur  
FLACSO-Argentine

## Partenariat entre l'OMC et la Banque interaméricaine de développement

Depuis plus d'une décennie, l'OMC et la Banque interaméricaine de développement (BID) unissent leurs efforts pour améliorer les capacités des pays d'Amérique

latine et des Caraïbes en matière de commerce international. Des cours et des ateliers permettent de faire le point sur le contenu et les progrès

des négociations commerciales multilatérales.

L'efficacité de ce programme commun de renforcement des

capacités repose sur une formule qui conjugue divers facteurs. En premier lieu, le programme permet de transmettre à de nombreux fonctionnaires des connaissances et de l'information sur des thèmes et des aspects auxquels n'accèdent pas facilement les personnes qui sont loin du cercle plus restreint des questions en négociation. La formation contribue ainsi au renforcement des institutions et de leurs fonctionnaires et, partant, à l'élaboration des politiques publiques dans le domaine visé. La dynamique interne de l'activité, qui réunit dans le travail des représentants de divers pays de la région, favorise les échanges d'idées et de données d'expérience et crée entre les pays un capital social qui s'avère essentiel pour leurs négociations commerciales et leur coopération réciproques.

En deuxième lieu, au traitement des thèmes s'ajoutent l'apport et l'expérience vitale du personnel technique de l'OMC et de la BID, qui accompagne aussi de près les pays de la région sous des formes diverses: assistance technique et prêts destinés à la mise en œuvre d'accords commerciaux et à la facilitation des échanges, investissements

dans l'infrastructure économique essentielle pour le commerce.

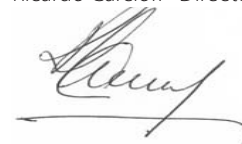
En troisième lieu, l'élaboration du programme commun a servi de cadre à une coopération interinstitutionnelle effective entre l'Institut de formation et de coopération technique de l'OMC et la BID – celle-ci agissant par l'entremise du Secteur de l'intégration et du commerce et de l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL); chacune des unités intervenantes canalise ses contributions particulières, dont les résultats profitent aux destinataires finals que sont les pays.

Dans ce contexte, l'INTAL, unité de la Banque intervenant sur le terrain, a joué le rôle d'une plate-forme régionale pour la mise en œuvre des activités. Celles-ci se déroulent à son Siège (situé à Buenos Aires, Argentine) et dans différentes capitales d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2011, les cours et ateliers auront lieu, entre autres, à Montevideo (Uruguay), Kingston (Jamaïque), Port of Spain (Trinité-et-Tobago) et San Salvador (El Salvador). Les contributions se matérialisent sous la forme des

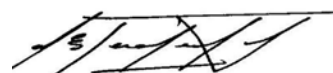
ressources logistiques, techniques et financières que nécessite le programme.

Cette expérience s'est consolidée au fil des ans, et des indicateurs témoignent de l'importance de son impact, mais la mise en œuvre de la formation et l'efficacité des actions du programme font l'objet d'une attention suivie. Par conséquent, les deux institutions s'emploient régulièrement à actualiser les contenus offerts chaque année et à évaluer en permanence les résultats.

Ricardo Carciofi Directeur



Institut pour l'intégration de  
l'Amérique latine et les Caraïbes  
Vice-présidence pour les pays BID



Antoni Estevadeordal  
Secteur de l'intégration  
et du commerce  
Vice-présidence pour  
les secteurs et le savoir BID

## Message du Directeur de l'Institut indien du commerce extérieur (IIFT), nouveau partenaire de l'OMC pour le Cours régional de politique commerciale destiné à l'Asie-Pacifique



C'est avec beaucoup de plaisir et de fierté que le Centre d'études sur l'OMC, l'IIFT, s'associe au Secrétariat de l'OMC pour accueillir sur son campus de New Delhi le prestigieux Cours régional de politique commerciale de l'OMC pour l'Asie-Pacifique, d'une durée de trois mois. Je suis persuadé que l'interaction et le partenariat

entre les deux institutions seront une source d'enrichissement mutuel. Non seulement ce partenariat offre une occasion exceptionnelle d'établir des synergies entre les personnes-ressources de haut calibre de l'OMC et leurs homologues indiens dans le cadre de ce programme de formation, mais il présente aussi des

possibilités plus larges pour explorer d'autres activités communes entre les deux institutions dans les domaines de l'enseignement et de la recherche, ce qui, on l'espère, débouchera sur la création d'une chaire de l'OMC au sein de l'IIFT. Nous attendons aussi de ce partenariat qu'il cimentera les liens du Centre d'études sur l'OMC/IIFT avec d'autres institutions de la région Asie-Pacifique qui travaillent sur les

questions liées au commerce et à l'OMC. L'Inde joue depuis longtemps un rôle actif dans les négociations de l'OMC; le moment est venu pour elle de jouer un rôle tout aussi important dans la diffusion du savoir relatif à l'OMC, à la faveur d'activités de formation, de séminaires et d'ateliers – et dans cette optique aucun partenaire ne peut être plus précieux et prééminent que le Secrétariat

de l'OMC lui-même. J'ai bon espoir que ceci est l'amorce d'une relation longue et fructueuse!



K.T. Chacko  
Directeur, IIFT

### Témoignage du Recteur de l'Université d'Abomey-Calavi sur le Cours régional de politique commerciale qu'organise l'Institut de formation et de coopération technique de l'OMC en partenariat avec son université



Depuis 2008, mon université mène une expérience très intéressante avec l'IFCT/OMC dans le cadre de l'organisation au Bénin du Cours régional de politique commerciale

(CRPC). Après trois années de parcours, force est de reconnaître que mon institution a noué un partenariat avec l'IFCT/OMC, et cela lui a donné plus de rayonnement dans la sous-région. Par ailleurs, grâce à ce cours, des possibilités insoupçonnées de coopération sont nées avec les structures nationales chargées des questions commerciales multilatérales et de la négociation d'accords commerciaux. Des contacts sont aussi désormais établis avec des universitaires et professionnels intervenant comme experts régionaux dans la formation des participants au dit cours. Enfin,

et surtout, le CRPC a permis d'initier et d'envisager des actions de pérennisation des acquis dudit cours.

C'est dire que, au total, mon université tire un grand profit de ce partenariat avec l'IFCT/OMC. Je ne saurais finir mon propos sans remercier les partenaires de l'OMC.

Le Recteur de l'UAC,  
Professeur Cossi Norbert AWANOU

### Partenariat avec l'Université Sergio Arboleda à Bogota (Colombie)



Pour l'Université Sergio Arboleda, c'est un honneur très significatif d'avoir noué une solide relation avec l'OMC et d'accueillir depuis déjà trois ans le cours régional de politique commerciale destiné à l'Amérique latine. Les autres faits importants à ce chapitre sont les suivants:

- formation de plus de 60 fonctionnaires issus de 16 pays d'Amérique latine
- conception de trois forums sur l'OMC, ouverts au grand public
- accueil de plus de 40 conférenciers de calibre international qui travaillent

directement avec l'OMC et les universités les plus sélectes de notre continent

- participation à Genève (Suisse) à trois ateliers préparatoires auxquels ont assisté au moins dix professeurs de notre université
- projet conjoint avec l'OMC pour la rédaction d'études de cas en commerce international qui seront utilisées comme matériel d'enseignement dans ce domaine de connaissance

- rôle de pionnier dans l'utilisation massive de l'enseignement virtuel pour les cours, qui permet d'économiser des ressources comme le papier et contribue ainsi à la rationalisation de l'enseignement
- appui à la mise en œuvre de deux cours de politique commerciale sur le continent africain, soit au Bénin (Université d'Abomey-Calavi)

et au Swaziland (Université du Swaziland).

- renforcement du cursus universitaire, qui a débouché récemment sur l'approbation de la Maîtrise en commerce international.

Rodrigo Noguera Calderón  
Recteur  
Université Sergio Arboleda

## Partenariat avec l'Université du Swaziland



Le partenariat entre l'Université du Swaziland et l'OMC dans le cadre des cours régionaux de politique commerciale (CRPC) a permis d'améliorer la sensibilisation, les connaissances et les compétences

des participants de la région Afrique anglophone en ce qui concerne les protocoles, les politiques, les règles et les procédures de l'OMC en matière de commerce et de négociation. Les participants sauront sans nul doute prendre des positions solidement étayées dans le cadre des négociations commerciales au niveau régional et mondial. Étant donné que l'assistance technique de l'OMC harmonise les questions commerciales dans les domaines clés tels que la théorie du commerce des marchandises et des services, la politique commerciale, l'accès aux marchés et le régionalisme, pour n'en citer que quelques-uns, les participants auront une compréhension commune des

systemes commerciaux régional et multilatéral.

En outre, le réseautage au sein de la communauté des CRPC ouvre des possibilités de collaboration et de consultations soutenues au-delà de la durée du cours. L'une des caractéristiques remarquables du CRPC est son aptitude à servir de plate-forme pour la fertilisation croisée des connaissances entre des théoriciens du commerce international issus du milieu universitaire et des praticiens de la politique commerciale représentant les institutions étatiques.

Professeur C. M. Magagula  
Vice-chancelier  
Université du Swaziland

## Cours avancé de politique commerciale (CAPC) - 31 janvier au 21 avril 2011

Le Directeur de l'IFCT, M. Hakim Ben Hammouda, et la marraine du cours, Mme Hilda Al-Hinai, Représentante permanente adjointe du Sultanat d'Oman, ont clôturé à Genève le 21 avril 2011 le CAPC de 2011. Ce cours,

l'un des deux CAPC de cette année, s'est déroulé en anglais et se situe au niveau le plus élevé (niveau 3) du système d'apprentissage progressif de l'OMC. Vingt fonctionnaires de pays en développement, de PMA et

d'économies en transition Membres ou observateurs ont achevé le cours avec succès. Sur leurs formulaires d'évaluation, les participants ont indiqué que le cours était une grande réussite. Les responsables du cours



Les participants du CAPC

étaient Mme Vonai Muyambo et M. Roberto Fiorentino, formateurs de l'IFCT.

Le CAPC a présenté aux participants les différents domaines de travail de l'OMC en examinant non seulement les aspects juridiques des accords de l'Organisation et l'utilisation de certains instruments de politique commerciale, mais aussi les incidences économiques découlant de la mise en œuvre des accords et de l'utilisation de ces instruments. Dans cette optique, les animateurs ont encouragé «l'apprentissage par la pratique» en délaissant l'enseignement de type magistral au profit des méthodes d'enseignement interactives dont les études de cas et les exercices, afin de susciter chez les participants une réflexion critique sur la formulation des politiques commerciales. L'aspect pratique a pris la forme de projets individuels liés au commerce, dont chaque participant a présenté les conclusions, lors de l'atelier final, devant une équipe d'experts composée de M. Patrick Low, Directeur de la Division de la recherche économique et des statistiques, M. Raymundo

Valdes, Conseiller à la Division de la propriété intellectuelle et Mme Susan Hainsworth, Chef de l'Unité des cours de l'IFCT organisés à Genève. Comme pour les CAPC précédents, et conformément à l'initiative du Directeur général visant un Secrétariat «sans papier», chaque participant s'est vu fournir un ordinateur portable pour la période de trois mois, l'objectif étant de faciliter l'accès à une «salle de classe virtuelle» – contenant l'intégralité de la documentation – ainsi que la réalisation des projets individuels.

Les participants ont tiré profit des interventions faites par des experts de l'OMC et d'autres organisations internationales. En outre, ils ont bénéficié de plusieurs rencontres avec la marraine du cours, Mme Hilda Al-Hinai, y compris un dîner informel organisé spécialement pour eux à sa résidence. Durant l'une de ses interventions, Mme Al-Hinai a partagé avec les participants son expérience en tant que membre d'une petite délégation ainsi que ses réflexions sur les avantages et les défis de l'accèsion à l'OMC. Les participants ont trouvé ces échanges particulièrement

bénéfiques car ils ont eu la possibilité de discuter franchement des défis de l'accèsion à l'OMC, ainsi que des incidences de l'aboutissement ou du non-aboutissement du Cycle de Doha, avec une personne qui est exposée au fonctionnement quotidien de l'Organisation et qui participe aux négociations en cours. La marraine a félicité les participants pour l'ardeur au travail et la détermination dont ils avaient fait preuve durant leur séjour de trois mois à Genève et s'est déclarée disposée à continuer de les guider à l'avenir en cas de besoin. Par ailleurs, les participants ont bénéficié d'une séance informelle avec la Directrice générale adjointe (DGA), Mme Valentine Rugwabiza. Cet échange informel a porté sur les aspects du PDD qui les préoccupaient, sur les politiques commerciales de leurs pays respectifs et sur le cours lui-même. Ils ont très bien accueilli la contribution de la DGA.

Le prochain CAPC, destiné aux pays en développement hispanophones, aura lieu à Genève du 12 septembre au 1er décembre 2011.

## Symposium sur les centres de référence: renforcer le réseau - 18 au 21 avril 2011



Mme Arancha Gonzalez Laya et M. Hakim Ben Hammouda lors de l'ouverture du symposium

Du 18 au 21 avril 2011 s'est tenu à Genève le premier symposium sur les centres de référence. Pour la première fois, les coordonnateurs des centres de référence des pays les moins avancés (PMA) et des pays sans représentation à Genève ont été réunis. Plus de 35 participants venant de 34 PMA ont pris part à ce séminaire. Lors de son allocution d'introduction, Mme Arancha Gonzalez, Chef du Cabinet du Directeur général, a rappelé que le principal objectif des centres de référence était d'agir en tant que point focal de l'OMC sur le terrain aussi bien pour la transmission de l'information que pour le suivi des activités d'assistance technique, et cela dans le but de renforcer la participation des PMA au système commercial multilatéral. Elle a aussi souligné que les centres de référence étaient un lieu privilégié de formation, notamment via l'apprentissage en ligne dans le cadre de la stratégie d'apprentissage progressif. M. Hakim Ben Hammouda, Directeur de l'IFCT, a rappelé l'importance des centres de référence dans l'assistance technique de l'OMC et la nécessité de renforcer le réseau des coordonnateurs des centres. Il a souligné, par la même occasion, le rôle que les centres de référence jouent dans les pays pour diffuser l'information, les rapports

et tout autre document relatif au système commercial multilatéral, permettant ainsi de décentraliser l'information commerciale.

Le symposium organisé à l'attention des coordonnateurs des centres de référence a permis de mettre à leur disposition les outils indispensables au bon fonctionnement d'un centre, plus particulièrement en termes de gestion de l'information et d'accès aux statistiques aussi bien commerciales que tarifaires. Ils ont également pu être formés sur la manière de renforcer la dimension formation de leur centre de référence, plus particulièrement via la présentation des cours en ligne. Leur venue à Genève a aussi été l'occasion privilégiée d'être informés sur le stade des négociations en cours et

les sujets d'importance pour les PMA tels que l'Aide pour le commerce, le Cadre intégré ou l'impact de la crise financière sur le commerce international. Ce symposium, qui a bénéficié des interventions d'une quinzaine de professionnels et de plusieurs divisions organiques du Secrétariat, a aussi offert la possibilité à divers partenaires comme l'ITC ou l'OIF d'intervenir et de rappeler aux participants les différents outils qu'ils mettent à la disposition des centres. Enfin, cette première réunion a été un cadre propice au renforcement du réseau des centres de référence de l'OMC, permettant un échange d'idées et un partage de données d'expérience essentiels au dynamisme de ce programme.

Les participants sont retournés dans leurs capitales riches d'enseignements et d'enthousiasme, avec la mission de faire des centres de référence, les fenêtres de l'OMC ouvertes sur le monde..



Les participants au Symposium



## Cours régionaux avancés sur les compétences en matière de négociations commerciales

### 1. NAMIBIE, 21 au 25 mars 2011

Le cours régional avancé sur les compétences en matière de négociations commerciales pour les pays africains anglophones s'est déroulé du 21 au 25 mars 2011 à Windhoek (Namibie). Trente-six hauts fonctionnaires (21 hommes et 15 femmes) y ont participé. Le

document de travail, qui comprend 75 lignes tarifaires agricoles et 30 lignes tarifaires relevant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), a été utilisé pour la première fois dans le cadre de ce cours pour les pays africains anglophones. Avant l'activité d'assistance technique, 56 pour

cent des participants avaient une connaissance limitée de la question. Après l'activité, 80 pour cent d'entre eux en avaient une connaissance appréciable. Tous les participants ont jugé l'activité d'assistance technique professionnellement utile ou pertinente.



Les participants au CRACMNC - Namibie

### 2. CHINE, 11 au 15 avril 2011

Le cours régional avancé sur les compétences en matière de négociations commerciales pour l'Asie et les Îles du Pacifique a eu lieu du 11 au 15 avril 2011 à Beijing (Chine). Trente-six hauts fonctionnaires (24 hommes et 12 femmes) y ont

participé. Le document de travail, qui comprend 75 lignes tarifaires agricoles et 30 lignes tarifaires relevant de l'AMNA, a été utilisé pour la deuxième fois dans ce cours destiné à l'Asie. Avant l'activité d'assistance technique, 55 pour cent des participants avaient une

connaissance limitée de la question. Après l'activité, 75 pour cent d'entre eux en avaient une connaissance appréciable. Les participants, dans une proportion de 97 pour cent, ont jugé l'activité d'assistance technique professionnellement utile ou pertinente.



Des participants au CRACMNC - Chine

### 3. THAÏLANDE, 2 au 6 mai 2011

Le cours régional avancé sur les compétences en matière de négociations commerciales pour la Thaïlande, organisé en partenariat avec l'Institut thaïlandais pour le commerce et le développement (ITD), s'est déroulé du 2 au 6 mai à Pattaya

(Thaïlande). Trente-quatre hauts fonctionnaires (18 hommes et 16 femmes) ont participé. Un document de travail spécial comprenant 126 lignes tarifaires agricoles et 30 lignes tarifaires relevant de l'AMNA a été utilisé pour la première dans le cadre de ce cours. Avant l'activité d'assistance technique, 65 pour

cent des participants avaient une connaissance limitée de la question. Après l'activité, 88 pour cent d'entre eux en avaient une connaissance appréciable. Les participants, dans une proportion de 94 pour cent, ont jugé l'activité d'assistance technique professionnellement utile ou pertinente.



Les participants au CRACMNC - Thaïlande

### Cours régionaux de politique commerciale (CRPC) – Nouvelles sur ce front



Les participants au CRPC pour l'Amérique latine avec leurs diplômes

Le CRPC pour l'Amérique latine, organisé et dispensé en partenariat avec l'Université Sergio Arboleda à Bogota (Colombie), s'est achevé le 15 avril. Vingt fiers participants ont reçu un diplôme décerné conjointement par l'OMC et l'institution partenaire. Cette activité de formation, qui avait débuté le 29 janvier, était la troisième à être organisée à Bogota. Considérée par tous comme un succès, elle sera

rééditée en 2012 avec l'Université Sergio Arboleda.

Le 9 mai 2011, le CRPC pour les pays africains anglophones a été officiellement lancé par de hauts fonctionnaires du Royaume du Swaziland, dont S.A.R. le Prince Matsisela, Administrateur régional, ainsi que par M. Harsha V. Singh, Directeur général adjoint de l'OMC. Vingt-six participants provenant

de 18 pays de la région assisteront à des cours quotidiens durant une période de 12 semaines. Animés conjointement par des fonctionnaires de l'OMC et des personnes-ressources locales, les modules donneront aux participants la possibilité d'améliorer sensiblement leur connaissance des questions liées à l'OMC, en se concentrant sur la dimension régionale. Le cours s'achèvera le 30 juillet.



S.A.R. le Prince Matsisela, Administrateur régional

## Liste des activités d'assistance technique pour la période du 1er juin au 31 août 2011 (au 23 mai 2011)

### Conférences/Réunions

#### ■ 01/06/2011 - 03/06/2011

Conférence inaugurale du Conseil de coopération économique du Pacifique (PECC) et de l'Institut de la Banque asiatique de développement (IBASD) sur le thème «Stratégies visant à améliorer la compétitivité et à faciliter le commerce régional et l'investissement dans les services». Hong Kong, Chine

#### ■ 07/06/2011 - 07/06/2011

Deuxième forum sur le commerce international des services Colombie

#### ■ 07/06/2011 - 09/06/2011

Participation à titre de conseiller technique aux réunions des membres de l'AGRODEP les 7 et 8 juin, et participation à titre de membre à la réunion du Conseil consultatif scientifique le 9 juin 2011 Sénégal

#### ■ 08/06/2011 - 09/06/2011

Participation à une conférence sur le thème «La décennie des marchés émergents» – Défis pour le monde émergent Brésil

#### ■ 13/06/2011 - 14/06/2011

Réunion régionale sur l'Aide pour le commerce destinée à l'ASEAN et le PDD Indonésie

#### ■ 16/06/2011 - 18/06/2011

Conférence universitaire: Analyse quantitative des questions économiques mondiales. Une attention particulière sera accordée aux méthodes d'équilibre général appliqué, aux données et à l'application. Travaux théoriques et pratiques relatifs à cette question Italie

#### ■ 21/06/2011 - 21/06/2011

Conférence annuelle du PCM et réunion de son Conseil consultatif Suisse

#### ■ 10/07/2011 - 15/07/2011

Atelier de l'UNITAR sur le commerce international États-Unis

### Activités nationales

#### ■ 07/06/2011 - 08/06/2011

Réunion sur l'accession à l'OMC avec des parlementaires Algérie

#### ■ 10/06/2011 - 10/06/2011

Séminaires sur les ACR et l'OMC (régionalisme) Bélarus

#### ■ 13/06/2011 - 15/06/2011

Séminaires sur les Accords SPS et OTC Iran, République islamique d'

#### ■ 14/06/2011 - 16/06/2011

Séminaire conjoint ITC/OMC destiné au secteur universitaire et au secteur privé du Bélarus Bélarus

#### ■ 18/06/2011 - 23/06/2011

Examen de politique commerciale (EPC) de l'Arabie saoudite Royaume d'Arabie saoudite

#### ■ 22/06/2011 - 29/06/2011

Séminaire national sur l'Accord de l'OMC sur les marchés publics: Wu Han, 22-24 juin, à l'intention des fonctionnaires des gouvernements sous-centraux; et Beijing, 27-29 juin, à l'intention des fonctionnaires du gouvernement central; et réunions connexes Chine

#### ■ 27/06/2011 - 01/07/2011

Atelier de renforcement des capacités sur les principes de l'OMC et les négociations dans le cadre du PDD Lesotho

#### ■ 25/07/2011 - 29/07/2011

Programme de chaires de l'OMC: formation à l'Université du Chili sur l'«utilisation des statistiques aux fins de la politique commerciale», le «régionalisme» et les «méthodes quantitatives pour l'analyse des échanges» Chili

### Activités régionales

#### ■ 06/06/2011 - 08/06/2011

Cinquième école doctorale et 7<sup>È</sup>me conférence internationale organisées par le Laboratoire prospectives, stratégies et développement durable de l'Université de Tunis Tunisie

#### ■ 12/06/2011 - 16/06/2011

Cours intensif sur les compétences en matière de négociations commerciales, à l'intention des pays arabes et du Moyen-Orient (en anglais) Émirats arabes unis

#### ■ 20/06/2011 - 01/07/2011

Programme de perfectionnement à l'intention des hauts fonctionnaires d'Amérique latine (en espagnol) États-Unis

#### ■ 22/06/2011 - 24/06/2011

Atelier préparatoire pour les professeurs d'université participant au cours régional de politique commerciale destiné aux économies d'Asie et du Pacifique Suisse

#### ■ 12/07/2011 - 15/07/2011

Atelier sur les questions liées à l'accès aux marchés (règles d'origine, évaluation en douane, licences d'importation, etc.) – (en français) Burkina Faso

#### ■ 12/07/2011 - 14/07/2011

Séminaire sur les questions relatives à l'accession, à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale et du Caucase, organisé en partenariat avec l'ICV Autriche

#### ■ 20/07/2011 - 22/07/2011

Atelier préparatoire pour les professeurs d'université participant au cours régional de politique commerciale destiné aux pays africains (en français) Suisse

#### ■ 25/07/2011 - 27/07/2011

Atelier régional OMC/CESAP sur les règles et procédures de l'OMC concernant les accords commerciaux régionaux, à l'intention de la région Asie Thaïlande

**■ 25/07/2011 - 29/07/2011**

Cours avancé sur le règlement des différends à l'OMC  
Taipei, Chinois

**■ 26/07/2011 - 29/07/2011**

Formation appliquée sur l'Accord SPS  
Barbade

**■ 27/07/2011 - 29/07/2011**

Atelier sur les marchés publics, à l'intention des pays africains (en anglais)  
Ghana

**■ 02/08/2011 - 04/08/2011**

Atelier de perfectionnement sur l'AGCS et les négociations sur les services à l'intention des pays africains (en anglais)  
Botswana

**■ 02/08/2011 - 05/08/2011**

Atelier sur les questions liées à l'accès aux marchés, à l'intention des économies africaines (en anglais)  
Afrique du sud

**■ 03/08/2011 - 05/08/2011**

Séminaire sur le commerce et le développement, à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale et du Caucase  
Géorgie

**■ 08/08/2011 - 10/08/2011**

Commerce et développement, à l'intention des pays africains (en anglais)  
Kenya

**■ 23/08/2011 - 25/08/2011**

Atelier régional de l'OMC sur le commerce et le développement, à l'intention des économies d'Asie et du Pacifique  
Nepal

**Activités organisées à Genève****■ 06/06/2011 - 17/06/2011**

Cours thématique avancé sur les OTC (en anglais)  
Suisse

**■ 20/06/2011 - 01/07/2011**

Colloque conjoint OMPI/OMC pour les professeurs universitaires de droit de la propriété intellectuelle des pays en développement  
Suisse

**■ 22/06/2011 - 01/07/2011**

Cours de suivi avancé sur les mesures SPS (en anglais)  
Suisse

**■ 11/07/2011 - 29/07/2011**

19ème cours d'introduction à l'intention des pays les moins avancés (en français)  
Suisse

**■ 18/07/2011 - 20/07/2011**

Troisième examen global de l'Aide pour le commerce et lancement du Rapport sur le commerce mondial  
Suisse